

<u>Marie-José Rivas</u>

59 ans, mariée, 3 enfants et de 5 petits enfants

Agent technique de laboratoire à la retraite

Conseillère municipale communiste à Anglet, Elue au CCAS.

Militante syndicale et associative.

<u>Alain Durert</u>

56 ans, vie maritale, deux enfants de 24 et 21 ans. Retraité cheminot.

Conseiller municipal communiste à Bayonne, élu au CCAS.

Militant syndical et associatif.

Ma candidature pour ces élections législatives 2017 est une candidature offensive et de progrès qui s'inscrit dans la continuité du travail des députés communistes et du Front de Gauche qui, pendant la mandature de Hollande, ont été les seuls, face aux dérives des députés socialistes, à tenir la gauche au Parlement. Fidèles à leurs valeurs et à leurs engagements, ceux d'une gauche mue par des valeurs de justice sociale, le développement durable et la solidarité internationale, ils se sont battus dans l'hémicycle contre toutes les lois de régression sociale de ce quinquennat.

Ma candidature est également une candidature de rassemblement du peuple et des forces de gauche pour que se concrétise et s'amplifie dans les urnes le 11 juin, le contre-pouvoir indispensable à l'Assemblée Nationale afin d'empêcher Emmanuel Macron de mener sa politique autoritaire de casse du monde du travail, et de barrer la route aux forces libérales et de l'extrême droite. Les masquent tombent, le président Macron met bien en place un gouvernement de droite.

Je vis à vos côtés et je connais comme vous les galères de notre quotidien.

Celles des jeunes, des salariés, de ceux qui recherche un emploi, des retraités.

Je constate aussi les difficultés des petites entreprises, des artisans, des commerçants qui travaillent mais qui ont du mal à s'émanciper des grands groupes et des banques. Des agriculteurs et éleveurs qui triment toute l'année, toute leur vie, pour à peine survivre du fruit de leur travail.

Et pourtant les richesses accaparées par les financiers explosent, mais quelques-uns seulement en profitent. Il est urgent de mener une politique de gauche en totale rupture avec cette politique libérale menée par Sarkozy, Hollande et maintenant par Macron.

Demain, à l'Assemblée Nationale vous pouvez le faire en utilisant mon bulletin de vote afin d'être à vos côtés pour contrer les mauvais coups et défendre vos luttes et vos espoirs.

Le 11 juin, en choisissant ma candidature,

transformons l'essai et portons haut l'espoir du 1er tour de la présidentielle.

Marie-José Rivas

Republique Socialisme



Nos axes d'action

La relance des Services Publics pour la lutte contre les inégalités.

Redonner aux collectivités locales, à l'école, à l'hôpital, aux transports... les moyens de répondre aux besoins de la population.

Financel l'emploi et la formation plutôt que favorisel l'évasion fiscale.

Les élus communistes à l'assemblée nationale ont déposé un projet de loi de Sécurité Emploi Formation, je m'engage à le faire voter. Je m'engagerai dans la lutte contre la finance pour un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale.

Donner plus de droits aux salariés et moins aux actionnaires.

Je demanderai **l'abrogation de la loi Travail**, la construction d'un **code du travail garantissant des droits nouveaux** protégeant les salariés. Je proposerai un **SMIC de 1800 € brut**. Je travaillerai à la création d'un **pôle public bancaire pour changer le rôle du crédit** avec la nationalisation de BNP-Paribas et la société Générale.

Une protection sociale unique et universelle (Famille, retraite, santé, accompagnement social, etc..)

Avec le PCF, je défends l'idée qu'il faut un remboursement à 100% par la Sécu des soins prescrits. Oui, les moyens existent ! Je voterai pour faire cotiser les revenus financiers, pour lutter contre la fraude sociale des patrons, en modulant la cotisation pour valoriser l'emploi, en élargissant la Sécu à une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie, avec une retraite à taux plein dès 60 ans. Nous devons établir le principe d'une société s'adaptant aux personnes handicapées et non l'inverse !

Développer une agriculture durable et respectueuse des Hommes, de la nature et des animaux.

Cette exigence doit être portée tant au niveau national, qu'international. Il faut mettre en œuvre un **plan de transition écologique de l'agriculture**. Qualité, autonomie par rapport aux ressources non renouvelables, relocalisation, participation à la santé publique des consommateurs comme des paysans et contribuant à la lutte contre le réchauffement climatique. Pour réaliser cet objectif, le rôle de l'Etat est primordial. Il est urgent de repenser les aides publiques, la recherche agronomique, le conseil technique, le contrôle du foncier, la politique de crédit et l'enseignement agricole.

Pour une transition énergétique articulant politique industrielle ambitieuse et développement de toutes les filières énergétiques respectant l'environnement.

Développer le mix-énergétique avec l'objectif de décarboner la production d'énergie pour répondre aux objectifs de la COP21. Nous devons investir massivement en recherche fondamentale concernant nos déchets et la sécurité nucléaires, le stockage de l'énergie, la capture et séquestration du CO2, les réseaux intelligents... Un pôle public de l'énergie est obligatoire.

Créer un pôle public des transports répondant aux besoins des populations.

Je porterai une politique du fret ferroviaire public par la mise en place de l'éco-taxe pour le transport routier international finançant le report modal de la route vers le rail et la création de lignes nouvelles. Il faut développer et défendre les trains du quotidien, les gares de proximité, les fréquences de cadencements, l'intermodalité des transports en commun.

Pour une politique de logements accessibles à tous.

Je porterai la création d'un service public du logement, de l'habitat et de la ville, la construction de plus de 200 000 logements pour tous par an, l'augmentation des taxes sur les logements vacants et les résidences secondaires.

Mettre en place la 6^{ème} république.

Je voterai contre la loi donnant la possibilité à Macron de gouverner par ordonnances. Avec un groupe d'élus fort à l'Assemblée nationale, je serai une députée de résistance.